

Le revenu viable à la Baie-James

Le revenu viable correspond au seuil nécessaire pour atteindre un niveau de vie qui permet de réellement sortir de la pauvreté, au-delà de la seule couverture des besoins de base. En calculant le revenu viable pour cinq municipalités de la Baie-James, on constate que celui-ci est plus élevé que dans les grands centres urbains dans presque tous les scénarios étudiés. Cet écart est principalement attribuable aux coûts du transport. La publication met aussi en évidence la difficulté d'atteindre le revenu viable pour les femmes et pour les personnes seules.

GUILLAUME TREMBLAY-BOILY, chercheur

avec la collaboration de
EVE-LYNE COUTURIER, chercheuse

Faits saillants

01. Pour une personne seule, le revenu viable varie de 45 200 \$ (Chibougamau) à 56 348 \$ (Radisson). Pour une famille monoparentale, il varie de 55 067 \$ (Chibougamau) à 71 978 \$ (Radisson). Pour une famille de deux adultes et deux enfants, il varie de 87 027 \$ (Chibougamau) à 115 889 \$ (Radisson).

02. Parmi l'ensemble des municipalités pour lesquelles le revenu viable a été calculé dans les dernières années, Radisson se distingue par son revenu viable nettement plus élevé, un phénomène qui s'explique principalement par le coût élevé de l'alimentation.

03. À Lebel-sur-Quévillon et à Chapais, le revenu médian des personnes vivant seules est inférieur au revenu viable. Il est légèrement supérieur au revenu viable à Chibougamau.

04. Dans toutes les municipalités étudiées, le revenu médian des femmes est inférieur au revenu viable, tandis que celui des hommes est supérieur au revenu viable, ce qui met en lumière les fortes inégalités hommes-femmes dans la région.

05. Bien que la proportion de personnes en situation de pauvreté soit plus faible dans les municipalités de la Baie-James que dans le reste du Québec, une personne seule doit tout de même compter sur un salaire horaire d'au moins 30 \$ pour être en mesure d'atteindre le revenu viable à Chibougamau, la localité jamésienne où le revenu viable est le plus bas.

Cette publication présente le revenu viable dans les villes de Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Chapais et Chibougamau et dans la localité de Radisson. Ces cinq municipalités se situent dans la région Nord-du-Québec, et plus précisément au nord-ouest du Québec, dans un territoire délimité par la baie James à l'ouest, l'Abitibi-Témiscamingue au sud, le Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'est et le Nunavik au nord.

Plusieurs instances se partagent l'administration et la gestion de ce territoire. Depuis sa création en 2014, l'Administration régionale Baie-James (ARBJ) est responsable du développement régional pour les personnes qui résident sur le territoire de la Ville de Chapais, de la Ville de Chibougamau, de la Ville de Lebel-sur-Quévillon, de la Ville de Matagami et pour les personnes, autres que les Crie-s^a, qui résident sur le territoire du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James^{b1}. Aux fins de ce document, « Baie-James » est le régionyme utilisé pour désigner cette région d'appartenance.

La région de la Baie-James compte 13 448 habitant-e-s, soit un peu moins de 30 % de la population de la région administrative du Nord-du-Québec². Il s'agit d'une population essentiellement allochtone, qui s'est établie dans la région au cours du 20^e siècle à la faveur du développement de l'industrie minière et de l'industrie forestière.

Cette publication s'appuie sur une enquête de terrain et sur une enquête statistique pour présenter un portrait socio-économique des municipalités de la Baie-James^c et pour y calculer le revenu viable, c'est-à-dire le montant équivalent au revenu après impôt nécessaire pour sortir de la pauvreté. Le calcul du revenu viable est basé sur un panier de dépenses courantes permettant d'obtenir les biens et services nécessaires pour mener une vie digne, exempte de pauvreté. Il est calculé pour trois types de ménages, soit une personne seule, une famille monoparentale et un ménage de quatre

a Les communautés crie ont leurs propres institutions gouvernementales (notamment les conseils de chaque communauté et le gouvernement de la Nation crie).

b Le gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) administre les terres qui ne relèvent ni des communautés crie, ni des villes autochtones. Le GREIBJ est composé d'un conseil paritaire de représentant-e-s des communautés crie et de représentant-e-s des Jamésien-ne-s. GOUVERNEMENT RÉGIONAL D'EYYOU ISTCHEE BAIE-JAMES, « Composition », www.greibj-eijbrg.ca/a-propos/composition (consulté le 6 décembre 2024).

c C'est-à-dire des villes et villages non autochtones de la région, qui forment en quelque sorte la partie « Baie-James » d'Eeyou Istchee Baie-James. Les communautés crie de Waskaganish, Eastmain, Wemindji, Chisasibi, Whapmagoostui, Nemaska, Waswanipi, Oujé-Bougoumou et Mistissini ne font pas partie de l'étude. On verra cependant plus loin que les membres de ces communautés crie entretiennent des liens économiques avec certaines localités autochtones et que certain-e-s d'entre eux et elles y résident.

personnes. Depuis 2015, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) calcule annuellement le revenu viable pour les grands centres urbains du Québec. En 2023, l'IRIS a publié pour la première fois une étude sur le revenu viable hors des grands centres (Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Montérégie). Cette note socioéconomique poursuit sur cette lancée en calculant le revenu viable pour toutes les municipalités de la Baie-James où ce calcul est possible, c'est-à-dire celles qui ont au moins une épicerie. Des rencontres avec des actrices et acteurs locaux ont fourni une précieuse mise en contexte et ont permis de mieux comprendre certains facteurs qui peuvent influencer sur le calcul du revenu viable.

À l'exception de Radisson, dont la création est directement liée aux barrages hydroélectriques du projet de la baie James, les municipalités pour lesquelles le revenu viable est calculé se sont toutes développées autour des ressources naturelles que sont le bois et les minerais. L'industrie forestière et l'industrie minière occupent depuis toujours une place centrale dans leur économie. Comme on le verra, l'industrie minière reste paradoxalement présente même s'il n'existe à l'heure actuelle aucune mine à proximité immédiate des municipalités de la région. Plusieurs personnes rencontrées ont souligné le caractère cyclique de l'économie locale. « Quand les mines vont bien, la forêt va mal », dit-on. En effet, la viabilité des projets miniers et de l'exploitation du bois fluctue selon la valeur des ressources naturelles sur les marchés mondiaux, ce qui engendre des cycles d'investissement suivis de périodes de désinvestissement³. Ces fluctuations mènent à l'ouverture et à la fermeture de mines et d'usines. À l'heure actuelle, l'industrie du bois connaît des difficultés liées notamment au surplus de bois accumulé à cause des tarifs douaniers américains et de la récupération de bois à la suite des incendies de 2023. À l'inverse, l'industrie minière est plutôt en croissance⁴, dans un contexte de ruée vers les minéraux dits critiques et stratégiques⁵.

Les municipalités dont il est question ici ont toutes connu un déclin démographique, attribuable en partie à la fermeture d'installations liées à l'exploitation des ressources naturelles. Or, la relance de certaines installations et l'ouverture de nouveaux sites d'exploitation n'ont pas enrayer la diminution de la population. Cela s'explique, entre autres, par l'importance du navettage aéroporté (« fly-in, fly-out ») et terrestre, qui permet à des individus de travailler dans la région sans nécessairement y résider. Le navettage, effectué surtout par des hommes, permet d'occuper des emplois offrant des salaires élevés, mais soulève des préoccupations en ce qui concerne la vitalité des communautés et la conciliation travail-famille⁶.

Plus généralement, alors que certaines personnes sont établies dans la région depuis longtemps, d'autres y viennent temporairement pour acquérir de l'expérience de travail et repartent ensuite, ce qui pose des défis de rétention de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, il est possible de reprendre la distinction entre « projet de travail » et « projet de vie » établie dans les années 2000 dans le Diagnostic et stratégies gagnantes pour le développement durable de la Jamésie

élaboré par le Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James⁷. Pour plusieurs personnes vivant dans la région, c'est la possibilité d'avoir un emploi payant à court ou moyen terme qui est attirante dans la région (« projet de travail »), ce qui n'est pas toujours compatible avec l'enracinement et le développement d'un sentiment d'appartenance local (« projet de vie »).

Après une brève présentation de la méthodologie, cette note socioéconomique comporte trois grandes sections. On présente d'abord un portrait statistique de la région en s'appuyant sur les données du recensement de Statistique Canada. Ensuite, un portrait de chacune des cinq municipalités^a pour lesquelles le revenu viable a été calculé permet de décrire leur profil et de traiter des éléments qui ont été pris en compte dans le calcul du revenu viable. On propose enfin une analyse générale des résultats.

Méthodologie

De manière générale, le calcul du revenu viable à la Baie-James est basé sur la méthodologie du revenu viable telle qu'elle a été développée par l'IRIS en 2015 et mise à jour en 2024. On peut donc consulter l'annexe méthodologique de la publication 2024 du revenu viable pour en obtenir une description détaillée⁸. Certains ajustements ont été faits pour pallier le manque de données disponibles pour certaines municipalités ou pour tenir compte de la réalité des personnes vivant hors des grands centres. Cette section rend compte des modifications apportées au calcul dans le cadre de cette recherche. Pour mener à bien cette enquête, des rencontres ont été organisées avec des intervenant·e·s et des actrices et acteurs clés des différentes municipalités. Ces rencontres ont permis de valider certains choix méthodologiques et de cerner les éléments à prendre en compte pour bien refléter les réalités locales.

Par ailleurs, s'il a été possible de relever les prix pour toutes les catégories de dépenses se trouvant dans le revenu viable, certaines statistiques du portrait socioéconomique qui permettraient de mieux comprendre la réalité des ménages vivant dans les municipalités de la Baie-James sont manquantes dans le recensement de Statistique Canada. En effet, comme il s'agit de petits groupes, il peut arriver que les données ne soient pas représentatives ou qu'elles soient considérées comme étant de mauvaise qualité par Statistique Canada, justifiant ainsi leur non-publication.

ALIMENTATION

Pour le coût de la nourriture, le calcul du revenu viable s'appuie sur le Panier à provisions nutritif et économique

(PPNE), un panier de référence développé par Alima, Centre de nutrition sociale périnatale. Le PPNE comprend 68 aliments représentant une alimentation saine et diversifiée. Pour connaître le coût réel de ces aliments dans chacune des municipalités de la Baie-James, des relevés de prix ont été effectués sur place par le chercheur dans toutes les épicerie de la région. Les relevés ont été réalisés du 7 au 16 octobre 2024 avec l'autorisation des épicerie concernées. Considérant que le PPNE est composé d'aliments de base et ne contient aucun plat préparé, nous ajoutons au panier un ajustement permettant aux ménages d'avoir un peu plus de flexibilité, en s'achetant par exemple des mets préparés, quelques produits plus luxueux, des aliments biologiques ou encore une bouteille de vin ou quelques bières de temps en temps.

Le montant indiqué par localité correspond au prix de l'alimentation dans les épicerie locales, à l'exception de Chapais, où le coût indiqué correspond à la moyenne des épicerie de Chapais et de Chibougamau. Ce choix reflète la proximité de ces deux villes et le fait que plusieurs Chapiens·e·s se rendent à Chibougamau pour le travail ou pour différents services. Dans les autres municipalités, les grandes distances impliquent qu'une part importante des achats alimentaires doit être faite sur place, bien que plusieurs résident·e·s profitent de leurs déplacements vers le sud pour faire des emplettes.

LOGEMENT

Le calcul du coût du logement dans l'édition annuelle du revenu viable pour les grands centres s'appuie sur la publication la plus récente de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Or, la SCHL fournit des données annuelles uniquement pour les centres urbains de 10 000 habitant·e·s et plus. En 2020, la SCHL a publié des données pour les villes de 2 500 à 10 000 habitant·e·s. Nous utilisons cette référence ajustée à l'inflation pour la ville de Chibougamau. Pour les autres municipalités, nous avons recours aux données du recensement 2021 de Statistique Canada, ajustées à l'inflation.

Pour Chibougamau, comme dans l'édition annuelle du revenu viable, nous avons retenu un 3 ½ pour la personne seule, un 4 ½ pour la famille monoparentale et un 5 ½ pour la famille de quatre personnes. Dans les quatre municipalités (Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Radisson et Chapais) pour lesquelles nous utilisons les données de Statistique Canada, pour la personne seule, nous avons retenu les frais de logement moyens payés par l'ensemble des locataires. Cela reflète le fait que, dans ces municipalités, le marché locatif est souvent trop petit pour qu'une personne en recherche de logement puisse choisir selon la taille.

Pour la famille monoparentale et la famille de quatre personnes, nous avons calculé la moyenne pondérée des frais de logement payés par les locataires et par les propriétaires. Cela tient compte du taux de propriété généralement plus élevé dans ces municipalités. Cela tient aussi

a C'est-à-dire les villes de Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Chapais et Chibougamau et la localité de Radisson. Nous n'avons pas calculé le revenu viable pour les localités de Villebois et Valcanton en raison, entre autres, de l'absence d'épicerie locale. Toutefois, dans le portrait statistique global, nous présentons des données référant à ces municipalités afin d'aider à tracer le portrait de la réalité de la Baie-James.

compte de la nécessité pour une famille avec enfants d'avoir accès à un logement plus grand que celui d'une personne seule, ce qui limite d'autant plus le choix de logements dans un contexte où l'offre de logements est réduite. L'option d'acheter une maison devient alors souvent plus attrayante. Suivant la même logique, pour ces quatre municipalités, nous avons déterminé le coût des assurances en calculant la moyenne pondérée d'une police d'assurance locataire et d'une police d'assurance propriétaire à partir d'une série de simulations faites à l'aide de la plateforme de soumission rapide de Beneva⁹.

Aux dépenses liées au logement déterminées par Statistique Canada et la SCHL, nous avons ajouté une « pénalité au déménagement », soit la différence entre les dépenses médianes des ménages qui habitent un logement depuis plusieurs années et ceux qui ont déménagé dans la dernière année.

TRANSPORT

Pour les cinq municipalités, notre analyse de l'aménagement urbain et de la situation du transport nous porte à croire que la réalité locale est semblable à celle de Sept-Îles, qui est présentée dans l'édition annuelle du revenu viable, c'est-à-dire qu'une réelle sortie de la pauvreté exige de posséder une voiture pour les personnes seules ainsi que pour les familles monoparentales et d'avoir accès à deux voitures pour les familles de quatre personnes.

En tenant compte des vastes distances à parcourir pour avoir accès à plusieurs services essentiels, nous avons ajusté à la hausse le kilométrage, le faisant passer de 18 000 kilomètres à 22 000 kilomètres pour la voiture principale et de 9 000 kilomètres à 11 000 kilomètres pour la voiture secondaire dans le cas du couple avec enfants.

Pour l'essence, nous utilisons la moyenne cumulative pour l'année 2024 (janvier à octobre) fournie par la Régie de l'énergie, soit 165,1¢/litre pour Chibougamau, Chapais, Lebel-sur-Quévillon et Matagami et 190,8¢/litre pour Radisson¹⁰.

En utilisant les mêmes paramètres que dans la première étude sur le revenu viable hors des grands centres¹¹, nous ajoutons aux coûts de transport l'équivalent d'un séjour annuel de quatre jours à Montréal, ainsi que le temps de déplacement requis, en incluant les frais d'hébergement et de repas. En effet, les actrices et acteurs locaux que nous avons rencontré-e-s ont été unanimes à considérer que vivre décemment en région éloignée exige d'avoir la possibilité de se rendre dans les grands centres de temps à autre. Ces déplacements peuvent être faits notamment pour des raisons familiales ou médicales, pour la pratique d'activités culturelles ou pour une foule d'autres raisons. L'estimation des coûts associés à ces déplacements hors région est faite à partir des frais associés à un séjour à Montréal, mais il va de soi que les résident-e-s de la Baie-James peuvent faire des déplacements vers d'autres grands centres ou des déplacements plus courts vers des régions adjacentes, selon leur situation personnelle et familiale. En raison de leur situation

géographique, les habitant-e-s de Chapais et de Chibougamau ont tendance à se rendre au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour différents services, tandis que les habitant-e-s des autres municipalités ont plus fréquemment l'habitude de se rendre en Abitibi-Témiscamingue. Il est utile de noter que certains employeurs, dont ceux du secteur public, remboursent à leurs employé-e-s recruté-e-s à l'extérieur de la région le coût d'un certain nombre de « sorties » dans le sud. Ces avantages ne s'appliquent généralement pas aux résident-e-s locaux.

AUTRES NÉCESSITÉS

Le montant alloué à la catégorie « Éducation et épargne » est calculé en fonction des frais de scolarité pour deux cours par trimestre à l'université la plus proche, soit l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) pour Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Radisson, et l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour Chapais et Chibougamau. Ce montant est seulement utilisé à titre indicatif pour refléter le coût de démarches permettant à une personne d'améliorer sa situation d'emploi, qui peuvent aussi passer par une formation technique et professionnelle ou encore par des économies pour lancer une entreprise, par exemple.

Pour le téléphone, nous incluons un forfait cellulaire d'Eeyou Mobilité^a. Pour l'internet et la câblodiffusion, nous incluons un forfait DUO de base d'ID Logic, une compagnie desservant les villes et communautés d'Eeyou Istchee Baie-James¹².

SOINS DE SANTÉ

Le coût des soins dentaires et des soins oculaires pour Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Radisson a été établi en appelant quatre cliniques dentaires d'Amos et quatre cliniques dentaires de Val-d'Or, ainsi que l'ensemble des optométristes de ces deux villes. Notons que dans les deux villes, presque aucun-e dentiste n'accepte de nouveaux patients et de nouvelles patientes. Pour Chapais et Chibougamau, nous avons considéré les prix des services dentaires et d'optométrie de Chibougamau. Il faut toutefois noter que plusieurs personnes doivent se rendre au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour obtenir ces services.

a Forfait Essentiel ainsi qu'un gigaoctet de données à l'extérieur du réseau pour la personne seule et la famille monoparentale et forfait Duo ainsi qu'un gigaoctet de données par personne à l'extérieur du réseau pour le couple avec enfants. EYYOU MOBILITÉ, « Forfaits cellulaire », www.eeyoumobilite.com/forfaits/#get_started (consulté le 27 novembre 2024).

Portrait statistique

La région de la Baie-James est constituée de quatre municipalités (Lebel-sur-Quévillon^a, Matagami^b, Chapais et Chibougamau) et de trois localités, soit Villebois, Valcanton^c et Radisson.

DÉMOGRAPHIE

Entre 2016 et 2021, on observe une faible augmentation de la population dans les localités de Villebois et Valcanton en termes absolus. Il s'agit des seuls endroits affichant une croissance démographique dans les localités étudiées. En termes relatifs, la hausse est plus importante étant donné le faible nombre de personnes y résidant. Pour les cinq autres municipalités, on observe plutôt une diminution de la population depuis 2016. C'est à Radisson que la baisse est la plus importante, avec une réduction de plus de la moitié du nombre de personnes qui y habitent en cinq ans.

La répartition des groupes d'âge dans les municipalités de la Baie-James diffère du reste du Québec. Le tableau suivant permet de voir qu'il y a légèrement plus de jeunes et relativement moins de personnes âgées également. Radisson fait office d'exception pour ce qui est de la

population de moins de 15 ans. En effet, seulement 10 % de ses résident-e-s sont dans cette catégorie. C'est aussi à Radisson que l'on retrouve le moins de personnes de 65 ans et plus. On comprend donc que la nette majorité de la population est en âge de travailler. C'est également le cas dans les autres municipalités de la Baie-James. Ainsi, l'âge moyen des personnes habitant dans les municipalités de la région demeure proche de celui de l'ensemble du Québec, mais avec une moins grande dispersion (plus de jeunes, moins d'ainé-e-s et beaucoup d'adultes).

Les couples avec enfants sont moins nombreux à Villebois, Lebel-sur-Quévillon et Radisson. Ce type de ménages ne représente que 10 % de ceux de Radisson, où l'on retrouve une forte majorité de ménages composés d'une seule personne. Pour les autres municipalités de la

Tableau 1
Démographie, Baie-James, 2021

	Population 2021	Population 2016	% solde	Densité
Villebois	173	157	10 %	9,7
Valcanton	339	307	10 %	
Lebel-sur-Quévillon	2091	2187	-4 %	47,1
Matagami	1402	1453	-4 %	18,7
Radisson	203	468	-57 %	42,1
Chapais	1 468	1 499	-2 %	23,6
Chibougamau	7 233	7 504	-4 %	10,6

a Il est important de mentionner qu'étant donné que le portrait socioéconomique s'appuie sur les données du plus récent recensement de Statistique Canada (2021, collecte de données en 2020), il ne prend pas en compte la réouverture de l'usine de pâtes et papiers de Lebel-sur-Quévillon, qui a eu lieu à la fin de l'année 2020. Cela peut avoir un impact sur la démographie, les revenus, la situation du logement, etc.

b Il importe de rappeler que les données présentées pour Matagami ont été collectées avant la fermeture de la mine locale, qui a pu avoir un impact significatif sur les revenus, la population, les inégalités, etc.

c Les données du recensement ne sont pas disponibles pour Valcanton, mais seulement pour ses deux paroisses, soit Val-Paradis et Beaucanton. Dans les tableaux qui suivent, nous avons fusionné les données (lorsque possible) pour avoir le portrait de Valcanton.

Tableau 2
Proportion d'enfants et de personnes âgées par municipalité, Baie-James, 2021

	Moins de 15 ans	65 ans et +	Âge moyen
Québec	16 %	21 %	42,8
Villebois	18 %	21 %	42,8
Valcanton	21 %	19 %	41,2
Lebel-sur-Quévillon	17 %	21 %	44,2
Matagami	17 %	17 %	40,9
Radisson	10 %	15 %	46
Chapais	20 %	16 %	40,2
Chibougamau	19 %	16 %	40,5

Tableau 3
Structure des ménages, Baie-James, 2021

	Couples avec enfants	Familles monoparentales	Personnes seules
Québec	23 %	9 %	32 %
Villebois	20 %	7 %	33 %
Valcanton	26 %	6 %	32 %
Lebel-sur-Quévillon	21 %	7 %	31 %
Matagami	24 %	7 %	32 %
Radisson	10 %	5 %	62 %
Chapais	24 %	6 %	35 %
Chibougamau	24 %	9 %	32 %

Tableau 4

Statistiques sur le logement par municipalité, Baie-James, 2021

	Propriétaire	Locataire	Ménages locataires dans un logement subventionné	Logement inabordable	Logement inadéquat	Besoins impérieux
Québec	60 %	40 %	9 %	16 %	24 %	6 %
Villebois	75 %	25 %	0 %		19 %	
Valcanton	66 %	34 %	43 %		13 %	
Lebel-sur-Quévillon	84 %	16 %	0 %	4 %	12 %	0 %
Matagami	79 %	22 %	12 %	6 %	10 %	8 %
Radisson	45 %	55 %	0 %		20 %	
Chapais	76 %	24 %	16 %	15 %	22 %	19 %
Chibougamau	70 %	30 %	12 %	9 %	17 %	3 %

* Les cellules grisées indiquent que les données ne sont pas disponibles.

Baie-James, la répartition des types de ménages est assez semblable à ce que l'on observe pour l'ensemble du Québec.

LOGEMENT

Les municipalités de la Baie-James ont de manière générale un taux de locataires moins élevé que la moyenne québécoise. On note une exception, soit Radisson (55 % de locataires). Rappelons tout de même qu'il s'agit d'une localité qui compte un nombre restreint de ménages. Il est toutefois intéressant de noter que l'ensemble du parc locatif de Valcanton se trouve dans le village de Val-Paradis et que 43 % des ménages locataires ont des logements subventionnés^a. À l'inverse, l'ensemble des logements jugés inadéquats (trop petit, trop cher ou avec des besoins de réparations majeures) se trouvent dans le village de Beaucaanton. Selon les données du recensement, ce serait plus du quart des logements qui sont dans cette situation. Le taux de ménages dans des logements subventionnés est plus élevé que la moyenne québécoise à Chapais. À cet égard, il est intéressant de noter qu'il existe un Office municipal d'habitation (OMH) Chibougamau-Chapais, mais qu'il n'y a pas d'organisme équivalent qui couvre le reste du territoire.

a Selon Statistique Canada, « Les logements subventionnés (ou à loyer indexé) incluent les logements dont le loyer est déterminé en fonction du revenu, les logements sociaux, les logements sans but lucratif, les habitations à loyer modique, les programmes gouvernementaux d'aide au logement, les suppléments au loyer et les allocations de logement. » Profil du recensement, Recensement de la population de 2021, Statistique Canada.

TRANSPORT

Les statistiques de navettage permettent de voir les habitudes de déplacement des travailleurs et travailleuses entre leur domicile et leur lieu d'emploi. Celles-ci varient grandement entre Villebois et Valcanton d'une part et les autres municipalités d'autre part. Un nombre important de travailleurs et de travailleuses du premier groupe se déplacent à plus d'une heure de leur domicile pour se rendre au travail. Les données de recensement indiquent un fort pourcentage de travailleurs et travailleuses de Villebois et de Valcanton utilisant le transport en commun pour se rendre sur leur lieu d'emploi. Ces données sont surprenantes considérant l'absence de trajets de transport en commun pour ces municipalités. Il pourrait être possible qu'il s'agisse, en partie, d'une illustration du phénomène par navettage vers d'autres régions ou des sites de travail spécifiques. Dans le cas du deuxième groupe, la grande majorité de la population travaille dans leur municipalité respective. Ces municipalités ont également des taux très élevés de personnes qui choisissent la marche pour se rendre au travail, avec des taux qui dépassent le double de la moyenne québécoise dans le cas de Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Radisson et Chapais. Dans les trois cas, ce taux est plus du double de la moyenne québécoise.

INÉGALITÉS

Les données sur les inégalités sont disponibles uniquement pour les municipalités de Lebel-sur-Quévillon, Matagami, Chapais et Chibougamau. Le faible nombre de ménages à Villebois, à Valcanton et à Radisson rend les données confidentielles pour ces localités en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*. Alors que le taux de pauvreté est dans la moyenne québécoise pour Chapais, il

Tableau 5

Statistiques de déplacement vers le travail par municipalité, Baie-James, 2021

	Déplacement local	Déplacement hors de la division de recensement	Transport en commun	Marche	Moins de 30 minutes	Plus d'une heure
Québec	54 %	30 %	9 %	6 %	66 %	7 %
Villebois	40 %	60 %	36 %	0 %	46 %	18 %
Valcanton	67 %	28 %	15 %	8 %	35 %	38 %
Lebel-sur-Quévillon	83 %	9 %	0 %	13 %	91 %	6 %
Matagami	88 %	4 %	0 %	19 %	98 %	2 %
Radisson	95 %	0 %	0 %	17 %	96 %	0 %
Chapais	71 %	2 %	0 %	16 %	80 %	5 %
Chibougamau	89 %	3 %	0 %	10 %	89 %	5 %

Tableau 6

Taux de pauvreté et dispersion des revenus par municipalité, Baie-James, 2021

	MFR	50 % inférieur	10 % inférieur	10 % supérieur
Québec	12 %	56 %	10 %	6 %
Lebel-sur-Quévillon	7 %	45 %	5 %	5 %
Matagami	5 %	42 %	5 %	12 %
Chapais	12 %	56 %	10 %	3 %
Chibougamau	9 %	44 %	7 %	7 %

* Les données pour Villebois, Valcanton et Radisson ne sont pas disponibles.

est beaucoup plus bas dans le cas des trois autres municipalités. Cette distinction existe aussi lorsqu'on observe la distribution des revenus. Celle de Chapais ressemble beaucoup à celle de l'ensemble du Québec alors que les données pour les trois autres municipalités montrent plutôt un pourcentage plus bas que la moyenne de personnes dans la moitié inférieure de la distribution des revenus. Cependant, cela ne veut pas dire que les ménages avec de très hauts revenus sont particulièrement surreprésentés dans ces communautés. À Chapais, ils sont même moins nombreux (en proportion) que pour l'ensemble du Québec. Il n'y a qu'à Matagami que le pourcentage de personnes dans le décile supérieur est plus élevé, soit

Tableau 7

Revenu viable par municipalité, Baie-James, 2024

	Personne seule	Famille monoparentale	Famille biparentale
Montréal	37 479 \$	51 223 \$	81 999 \$
Sept-Îles	43 609 \$	57 768 \$	86 585 \$
Lebel-sur-Quévillon	47 544 \$	59 096 \$	87 539 \$
Matagami	45 480 \$	58 474 \$	89 000 \$
Radisson	56 348 \$	71 978 \$	115 889 \$
Chapais	47 353 \$	58 719 \$	89 076 \$
Chibougamau	45 200 \$	55 067 \$	87 027 \$

environ le double du reste du Québec^a. Il faut cependant rappeler que ces données ont été produites avant la fermeture de la mine, qui a probablement eu un effet à la baisse sur les hauts revenus.

REVENU VIABLE

En prenant en considération les relevés de prix pour les différentes catégories de dépenses comprises dans le calcul du revenu viable, nous voyons que vivre hors de la pauvreté coûte plus cher, pour tous les types de ménages

a Les données pour Matagami doivent être interprétées avec prudence étant donné que la mine locale – dont les salaires étaient élevés – a fermé après le recensement de 2021.

et dans toutes les localités (à l'exception des familles monoparentales de Chibougamau), dans la région de la Baie-James qu'à Montréal ou à Sept-Îles. Nous choisissons de comparer ces différents lieux en raison, d'une part, de la concentration de la population dans la métropole et, d'autre part, de la réalité similaire d'éloignement à Sept-Îles. Comme nous le verrons en détail plus bas, Radisson se distingue comme l'endroit où il faut le revenu le plus élevé pour sortir de la pauvreté, non seulement de la Baie-James, mais de tous les endroits que nous avons étudiés à ce jour. Les prochaines sections permettront de comprendre un peu mieux la réalité des municipalités de la région.

Portrait des municipalités

LEBEL-SUR-QUÉVILLON

En 1964, Domtar a annoncé la construction d'une usine de pâte kraft et la construction d'une ville de compagnie près du lac Quévillon. La ville a été fondée officiellement en 1965. En 1971, la population locale a atteint près de 4 000 habitant·e·s en incluant les hameaux environnants. La ville de Lebel-sur-Quévillon a connu un déclin démographique prononcé depuis le début des années 2000. Sa population est passée de 3 270 habitant·e·s en 2001 à 2 134 habitant·e·s en 2023^a. Cette baisse de 34,7 % est attribuable en partie à la fermeture en 2005 de l'usine Domtar. Cette fermeture a engendré de nombreuses pertes d'emplois et a suscité l'inquiétude de la population¹³. Au fil des années, des projets de relance ont été proposés, mais ont échoué. L'usine de pâtes et papiers a finalement été rachetée par Chantiers Chibougamau en 2019. Relancée sous le nom Nordic Kraft, il s'agit désormais du principal employeur de la ville. Nordic Kraft emploie environ 300 personnes¹⁴, dont une partie qui ne réside pas à Lebel-sur-Quévillon et qui travaille en navetage aéroporté et terrestre.

Jusqu'en 2019, la mine Langlois (zinc, cuivre et argent) employait environ 250 salarié·e·s, dont 160 résident·e·s de Lebel-sur-Quévillon¹⁵. Lorsque la mine a fermé, plusieurs de ses employé·e·s ont pu trouver du travail à Nordic Kraft ou à la scierie Comtois de Produits forestiers Résolu, située à une vingtaine de kilomètres de la ville. Or, cette usine de bois est aujourd'hui en difficulté : elle a été temporairement fermée pendant cinq mois, a rouvert pendant six semaines et connaît une autre période de fermeture temporaire de cinq mois, en raison notamment de la fragilité actuelle du marché du bois d'œuvre¹⁶.

Commerces et alimentation

Parmi les municipalités jamésiennes, c'est à Lebel-sur-Quévillon que le coût de l'alimentation est le moins élevé. L'écart de prix favorable aux Quévillonais·es s'explique par

la présence d'une grande enseigne économique qui a une politique de prix relativement uniforme à l'échelle du Québec. Toutefois, des différences dans la disponibilité de certains produits et dans les formats offerts font en sorte que le coût de l'alimentation est néanmoins un peu plus élevé que dans un magasin équivalent au sud de la province.

Lebel-sur-Quévillon compte une quincaillerie, une pharmacie, une friperie et un petit centre commercial, les Promenades de la Jamésie.

Logement

C'est à Lebel-sur-Quévillon que le coût du logement est le plus élevé pour tous les types de ménages. Cependant, parmi les villes étudiées, c'est également à Lebel-sur-Quévillon que le pourcentage de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger est le plus faible (3,7 % contre 16,1 % pour l'ensemble du Québec). Les trois quarts des logements de Lebel-sur-Quévillon ont été construits avant 1980, soit un pourcentage moins élevé qu'à Matagami, mais plus élevé qu'à Chibougamau¹⁷.

Transport

La plupart des commerces, des services et des institutions publiques sont disposés autour de la place Quévillon au centre de la ville, à moins de 20 minutes de marche de la plupart des résidences. Cependant, des employeurs importants sont situés à l'extérieur du périmètre de la ville. Ainsi, l'usine de pâte Nordic Kraft est à 5 minutes de voiture, mais à 55 minutes à pied sur une voie qui n'est pas conçue pour les piéton·ne·s, tandis que la scierie Comtois est à une vingtaine de kilomètres. Il n'existe pas de système de transport collectif, mais il existe toutefois un taxi au service intermittent. Une ligne d'autocars vers Val-d'Or est disponible 6 jours par semaine.

C'est pour toutes ces raisons que le calcul du revenu viable comprend une voiture pour les trois types de ménages et une voiture supplémentaire pour les familles de quatre personnes.

Soins de santé

Le centre de santé Lebel offre des consultations en médecine familiale, un service d'urgence, un centre de stabilisation en traumatologie, quelques lits en soins de courte durée et quelques lits en soins de longue durée¹⁸. Les femmes enceintes doivent se déplacer à Amos pour l'accouchement.

Une clinique dentaire était auparavant établie à Lebel-sur-Quévillon. Le haut pourcentage d'emplois syndiqués liés aux ressources naturelles favorisait l'installation de ce type de professionnel·le·s à proximité puisque ces emplois offraient des assurances santé. Les résident·e·s doivent aujourd'hui se rendre à Amos (169 kilomètres) ou à Val-d'Or (157 kilomètres) pour voir un dentiste, un optométriste ou tout autre spécialiste.

a ISQ, Estimations de la population des municipalités selon le groupe d'âge et le genre, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2023, 2024.

Services de garde

Le seul CPE de Lebel-sur-Quévillon a un taux d'occupation de 100 % et plusieurs dizaines d'enfants figurent sur sa liste d'attente. Une augmentation du nombre de places a été annoncée en 2013, mais est toujours en phase de conception selon les données du ministère de la Famille en date du 30 septembre 2024. Rappelons que le manque de places en garderie est associé avec la difficulté de concilier travail et famille.

MATAGAMI

Fondée officiellement en 1963, la ville de Matagami s'est d'abord développée autour de l'activité minière. Au début des années 1960, trois mines ont été mises en activité avec une participation importante de la compagnie Noranda (aujourd'hui Glencore)¹⁹. Au fil des ans, 12 mines, principalement de zinc et de cuivre, ont été exploitées dans les environs de Matagami²⁰. Parallèlement à l'industrie minière, l'industrie forestière s'est aussi développée dans le secteur dès les années 1960.

C'est toutefois le projet de construction des barrages de la Baie-James qui a généré à Matagami une croissance fulgurante au début des années 1970. Située au kilomètre zéro de la route de la Baie-James (aujourd'hui nommée Billy-Diamond), la ville de Matagami est devenue en quelque sorte le quartier général des travaux de construction de la route. Sa population est passée d'environ 2250 en 1966 à 4500 en 1976²¹. Alors que l'on estimait que la ville deviendrait une plaque tournante du Nord québécois et que sa population pourrait atteindre 10 000 personnes, la ville a plutôt vécu un déclin démographique constant depuis la fin de la première phase du complexe La Grande au cours des années 1980. En 2023, Matagami comptait 1387 habitant-e-s²².

En 2022, la compagnie Glencore a annoncé la fermeture de son dernier site minier en activité à Matagami, une décision qui a entraîné la perte de 220 emplois directs²³. À la suite de cette fermeture, la scierie Interfor est devenue *de facto* le principal employeur industriel de la ville, avec environ 70 employé-e-s. L'entreprise a cependant connu des difficultés importantes au cours de la dernière année. La scierie de Matagami tournait au ralenti et une fermeture temporaire était envisagée pour l'automne²⁴. Tout récemment, la scierie appartenant à Interfor a été achetée par Chantiers Chibougamau²⁵, une entreprise jamésienne qui possède déjà des installations à Lebel-sur-Quévillon, à Chibougamau et en Abitibi-Témiscamingue. La scierie est présentement fermée et son avenir est en suspens.

Alors que l'exploitation des ressources naturelles avait toujours occupé une place importante dans l'économie de la ville, l'exploitation minière locale a aujourd'hui cessé (bien que des projets d'exploration minière soient en cours et que des discussions aient lieu sur la relance d'anciennes mines), tandis que l'industrie forestière est en difficulté. Or, bien qu'il soit trop tôt pour déceler une tendance démographique,

le déclin de ces deux industries ne semble pas avoir engendré d'exode, notamment parce que l'activité économique locale est de plus en plus orientée vers la route Billy-Diamond, dont le volume de circulation a beaucoup augmenté au cours des dernières années. En tant que point de départ de cette route, Matagami est un lieu de transit important, à la fois pour les habitant-e-s des communautés crie situées tout au long de la côte de la baie James, pour l'approvisionnement en marchandises des villages nordiques, pour l'entretien des installations hydroélectriques et pour les projets miniers situés dans le Nord-du-Québec.

Soulignons par ailleurs que la Ville de Matagami est propriétaire d'une cour de transbordement qui sert à transférer des marchandises entre le chemin de fer et le réseau routier. Matagami compte plusieurs entreprises de voirie qui se consacrent à la réparation et à l'entretien de la route Billy-Diamond. Les bureaux de la Société de développement de la Baie-James (SDBJ), de l'Administration régionale Baie-James (ARBJ) et du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) se trouvent à Matagami.

Commerces et alimentation

Après Radisson, c'est à Matagami que le coût de l'alimentation est le plus élevé. Depuis la pandémie, l'épicerie locale a amélioré son offre alimentaire et a étendu ses heures d'ouverture, ce qui contribue à la vitalité de la ville. L'épicerie joue aussi un rôle social (organisation de repas communautaires et d'activités avec les jeunes, notamment), ce qui semble particulièrement apprécié depuis l'incendie de l'Hôtel Matagami, qui était l'unique salle de réception de la ville. Une galerie d'art avec café a ouvert ses portes récemment.

Matagami compte une quincaillerie et un magasin qui vend notamment des meubles, de l'équipement de cuisine et des fournitures scolaires. Ce magasin est aussi un centre d'approvisionnement important pour la chasse et la pêche. Ces deux commerces réalisent la majorité de leur chiffre d'affaires auprès de la clientèle crie²⁶, y compris en livrant directement dans les communautés situées sur la côte de la baie James. Les stations-service et les autres commerces de la ville profitent aussi du passage de personnes crie en déplacement vers le sud. La croissance de la population crie a donc des retombées positives pour la ville.

Logement

Alors qu'il y avait une pression immobilière importante quand la mine était encore en activité, celle-ci s'est résorbée depuis. Certaines compagnies transforment encore des maisons en chambres de travailleurs louées temporairement, ce qui réduit la disponibilité des logements permanents, mais d'autres restent disponibles en location à coût relativement bas. Seuls 5,8 % des ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu à se loger, comparé à 16,1 % pour l'ensemble du Québec²⁷.

Cependant, le parc immobilier de Matagami est

vieillissant. Plus de 88 % des logements privés ont été construits avant 1980²⁸. Jusqu'au milieu des années 1990, la plupart des maisons appartenaient à la compagnie minière, qui les a vendues à faible prix à ses employé·e·s. La faible valeur des maisons combinée aux coûts élevés de rénovation (dus entre autres au transport des matériaux et aux frais de déplacement des travailleurs et travailleuses de métier) constitue un frein aux projets de rénovation du parc immobilier. Très peu de nouvelles maisons ont été construites depuis le début des années 2000.

Transport

Bien que les distances pour se rendre aux commerces et aux services à l'intérieur de Matagami soient relativement courtes, l'aménagement urbain de la ville (quartiers de maisons unifamiliales sans usage mixte, avenues larges, vastes stationnements, etc.) est conçu autour des déplacements automobiles. Des employeurs importants comme Blais et Langlois, la scierie et l'aéroport sont situés à une bonne distance en voiture du centre-ville (respectivement 3 km, 7 km et 16,5 km), tandis que les emplois qui impliquent des déplacements sur la route Billy-Diamond exigent un véhicule.

De plus, plusieurs services sont accessibles seulement en Abitibi-Témiscamingue (école de conduite, soins pour les animaux de compagnie, dentistes, optométristes, soins de santé autres que les urgences et les consultations de première ligne, etc.). Les déplacements se font principalement vers Amos, à 184 km. Les Matagamien·ne·s se rendent aussi dans cette ville pour des activités sportives et pour du magasinage, notamment. Une ligne d'autocars vers Val-d'Or est disponible deux fois par semaine. Il existe aussi un groupe Facebook de covoiturage (« Mata'R'conduire ») mis sur pied par le centre de femmes local. Ces options restent néanmoins limitées.

Compte tenu de ces raisons, nous considérons qu'une réelle autonomie exige au moins une voiture pour tous les types de famille et l'ajout d'un deuxième véhicule pour les familles de quatre personnes.

Soins de santé

Un petit hôpital se trouve à Matagami. Il offre un service d'urgence, des consultations médicales de première ligne et de l'hospitalisation de courte durée²⁹. Le temps d'attente y est généralement bas. Les femmes enceintes doivent se déplacer à Amos pour l'accouchement. Étant donné que Matagami se situe juste en dessous de la distance minimale nécessaire (200 kilomètres) pour une compensation financière destinée aux personnes en région éloignée, les résident·e·s de Matagami n'y sont pas admissibles³⁰.

La ville de Matagami avait auparavant une clinique dentaire. Le haut pourcentage d'emplois syndiqués liés aux ressources naturelles favorisait l'installation de ce type de professionnel·le·s à proximité puisque ces emplois offraient des assurances santé. Cette clinique a cependant fermé il

y a plusieurs années³¹. Les habitant·e·s de Matagami qui ont besoin de soins dentaires se rendent donc généralement à Amos ou à Val-d'Or. Les cliniques dentaires incluses dans le calcul du revenu viable se situent à une distance moyenne de 222 kilomètres.

Pour des services optométriques, les habitant·e·s de Matagami se rendent aussi la plupart du temps à Amos ou à Val-d'Or. Les cliniques recensées sont à une distance moyenne de 211 kilomètres.

Services de garde

Matagami compte un CPE ayant un total de 29 places occupées à 100 %. Les données du ministère de la Famille datant de mai 2023 indiquent 5 enfants en attente, mais les données de l'ARBJ datant d'octobre 2024 mentionnent plutôt que 16 enfants sont en attente. Une garderie privée en milieu familial non reconnue par le ministère prévoit fermer ses portes d'ici un an, ce qui risque d'accroître le manque de places en CPE.

RADISSON

La construction de Radisson a débuté en 1974. Le village a été conçu initialement pour héberger les familles des cadres du projet hydroélectrique de la Baie-James, dont les principales centrales sont à proximité. En 1978, à l'apogée du chantier de la centrale La Grande-2, près de 2 500 personnes y résidaient³². Selon le recensement de 2021, Radisson comptait 203 résident·e·s, mais des acteurs locaux rencontrés estiment qu'elle aurait baissé depuis.

Située au 53^e parallèle, la localité de Radisson se trouve à l'extrémité nord de la route Billy-Diamond, à 620 kilomètres de Matagami. La Société de développement de la Baie-James (SDBJ) et Excavation Taïga y sont des employeurs importants. La SDBJ gère notamment l'aéroport de La Grande-Rivière, qui joue un rôle central dans l'économie du secteur. En effet, cet aéroport est le point de transfert des marchandises destinées aux villages nordiques. Il accueille donc de nombreux vols d'Air Inuit et de la compagnie d'avitaillement Valpiro, une filiale de la compagnie crie Creeco³³. Il est aussi un lieu de passage obligé pour le transport des employé·e·s d'Hydro-Québec et de ses sous-traitants qui ont recours au navetage aéroporté.

Bien que les travaux de réfection et d'entretien des barrages hydroélectriques aient suscité une forte activité dans le secteur au cours des dernières années, Hydro-Québec embauche très peu de main-d'œuvre locale. La plupart de ses employé·e·s et de ses sous-traitants viennent de l'extérieur en navetage aéroporté, ce qui signifie généralement qu'ils et elles participent peu à la vie locale. De plus, Hydro-Québec possède ses propres fournisseurs pour la nourriture et d'autres fournitures, donc la société d'État s'approvisionne très peu auprès de fournisseurs locaux. Au centre de la localité, le complexe Pierre-Radisson héberge les employé·e·s et les bureaux d'Hydro-Québec. Sa cafétéria et sa piscine ne sont présentement pas acces-

sibles aux résident·e·s.

Commerces et alimentation

Parmi les cinq municipalités où les relevés de prix ont été effectués, c'est à Radisson que les coûts de l'alimentation sont les plus élevés. Ces coûts sont un peu plus faibles que ceux de Schefferville, une autre communauté nordique éloignée³⁴. Les coûts élevés de la nourriture s'expliquent en grande partie par les coûts de transport considérables dus à l'éloignement. L'épicerie locale offre une grande diversité de produits : elle parvient à tenir en stock la quasi-totalité des aliments du PPNE. On peut aussi y acheter d'autres biens utiles, dont des vêtements et certains meubles. Les Jardins du 53e Taïga produisent des légumes frais en serre et à l'extérieur depuis près de 3 ans. Ils sont vendus à prix abordables aux citoyens de Radisson.

Comme ailleurs à la Baie-James, les habitant·e·s de Radisson profitent de leurs déplacements vers le sud pour acheter des denrées non périssables. Des citoyen·ne·s ont aussi organisé un groupe d'achats en vrac d'une épicerie économique, mais les frais de livraison élevés rendent cette option tout de même dispendieuse, particulièrement depuis la forte inflation observée en 2022 et 2023.

Avec ses deux stations-service, son restaurant, son épicerie, son dépanneur et ses deux bars, Radisson compte un bon nombre de commerces par rapport à sa population, un fait attribuable en partie à l'activité économique provenant des personnes de passage et temporaires, que ce soit les travailleurs et les travailleuses ou encore les habitant·e·s de Chisasibi, une communauté de plus de 5 000 personnes située à 1 h 15 de route.

Logement

Parmi les cinq municipalités pour lesquelles le revenu viable est calculé, Radisson est celle où le loyer est le moins cher. Le coût des maisons est aussi relativement peu élevé. Cependant, les frais de déménagement pour s'installer sur place peuvent représenter une dépense de plusieurs milliers de dollars, souvent payée par l'employeur.

Quelques propriétaires possèdent une part importante du parc immobilier et s'empressent d'acheter les maisons qui sont mises en vente. Durant l'été, les logements sont alors loués à des prix élevés aux travailleurs et travailleuses d'Hydro-Québec, à ses sous-traitants et à d'autres entreprises. Ce phénomène rend donc d'autant plus difficile la recherche de logement pour les résident·e·s.

Transport

Bien que le village de Radisson soit relativement petit, les commerces sont concentrés à l'entrée de la localité, ce qui accroît les distances pour les résident·e·s. L'aéroport, un des principaux employeurs, est à 32 kilomètres de Radisson. De plus, il est fréquent que les habitant·e·s de la localité doivent se déplacer vers le sud pour accéder à

différents services ou pour d'autres raisons. Pour avoir la capacité de réellement faire des choix, nous avons donc jugé nécessaire d'inclure au moins une voiture pour tous les types de famille et d'ajouter un deuxième véhicule pour les familles de quatre personnes.

Le prix de l'essence à Radisson est nettement plus élevé que dans les autres villes pour lesquelles le revenu viable est calculé. Un autocar de l'aéroport vers Val-d'Or est en service deux fois par semaine au coût de 189 \$ plus taxes pour l'aller seulement. Les vols Montréal-Radisson peuvent coûter jusqu'à 3 000 \$. Les résident·e·s de Radisson peuvent bénéficier d'un rabais de 40 % sur ces vols, pour un montant maximal annuel de 1 500 \$ à travers le programme gouvernemental de réduction des tarifs aériens³⁵. Ce rabais sera bonifié à 85 % à partir de février 2025³⁶.

Soins de santé

L'équipe du Centre de santé de Radisson compte un médecin de famille assisté de médecins dépanneurs. Étant donné que le débit est faible, l'accès au service d'urgence y est facile, avec très peu d'attente³⁷. Le centre de santé incluait auparavant une pharmacie, mais elle a fermé récemment. Les médicaments sont maintenant livrés par autocar depuis l'Abitibi-Témiscamingue. En l'absence de médecins spécialistes pouvant accompagner un accouchement, les femmes doivent se rendre à l'extérieur de Radisson quatre semaines avant la fin de leur grossesse.

Pour pallier l'éloignement, le Centre de santé offre certains services de téléconsultation, mais pour des services de santé spécialisés, les résident·e·s se rendent généralement à Amos ou à Val-d'Or, respectivement à 800 et 870 kilomètres de distance.

Services de garde

Il n'existe pas de CPE à Radisson. La seule garderie est une garderie privée qui survit grâce aux subventions de la localité et de la SDBJ, mais qui connaît des difficultés de recrutement. Elle accueille deux enfants et il n'y a pas d'enfants sur la liste d'attente.

CHAPAIS

De sa fondation en 1955 jusqu'au début des années 1990, Chapais a été principalement une ville minière. Le principal employeur de la ville était la mine de cuivre Opémiska. La compagnie minière était alors propriétaire de l'essentiel du parc immobilier de la ville. La mine a mis fin à ses activités en 1991. Aujourd'hui, l'activité économique de la ville tourne en grande partie autour de l'industrie forestière. À 10 kilomètres de Chapais, l'entreprise Barrette-Chapais exploite un important complexe de sciage qui compte plus de 350 employé·e·s³⁸. La compagnie effectue aussi des opérations forestières de coupes et de récolte de bois qui mobilisent plus de 150 employé·e·s.

La Ville de Chapais est engagée dans une démarche visant

le développement de l'économie circulaire, qui consiste à favoriser l'utilisation des résidus d'un processus de production comme matière première pour un autre processus de production. Ainsi, l'usine de cogénération de Chapais Énergie (Nexolia) utilise les résidus de bois des entreprises forestières de la région et le bois brûlé des feux de forêt pour produire de l'électricité vendue à Hydro-Québec. L'opération produit aussi de la vapeur qui sert à chauffer les serres de fraises adjacentes et à extraire des huiles essentielles de plantes et d'arbres pour des usages thérapeutiques, cosmétiques et alimentaires. Pour l'instant, seule une partie de la vapeur est utilisée et les serres ne sont pas exploitées au maximum de leur capacité. La municipalité a accueilli un colloque sur l'économie circulaire en 2023³⁹.

La population de la ville est en déclin graduel depuis le début des années 2000 : elle est passée de 1818 en 2001 à 1436 en 2023⁴⁰.

Commerces et alimentation

Considérant que Chibougamau est à seulement 30 minutes de voiture de Chapais et que plusieurs Chapaisien-ne-s s'y rendent pour le travail ou pour différents services, le coût de l'alimentation est calculé en utilisant la moyenne de l'épicerie locale et des épiceries de Chibougamau. Le coût total de l'épicerie pour les ménages qui feraient l'entièreté de leurs achats localement serait de 7 345 \$ par année pour les personnes seules, de 10 016 \$ pour les familles monoparentales et de 18 331 \$ pour les familles de quatre personnes.

Logement

Chapais est la ville de la Baie-James où la proportion de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement est la plus élevée, à 14,6 % contre 16,1 % pour l'ensemble du Québec. Le parc immobilier y est vieillissant : plus de 85 % des logements ont été construits avant 1980.

D'après l'OMH Chibougamau-Chapais, il est de plus en plus difficile de trouver un logement décent à prix abordable à Chapais. Très peu de logements sont disponibles sur le marché. Cependant, la ville compte un HLM de 15 places dont plusieurs places sont disponibles ainsi qu'une résidence pour personnes âgées abordable qui a aussi des places non occupées.

Transport

La ville de Chapais offre un service de taxi-bus à prix modique du lundi au vendredi. La Ligne verte, lancée en 2012⁴¹, propose trois allers-retours vers Chibougamau par jour, le matin, le midi et le soir⁴². Il est également possible d'effectuer d'autres trajets sur réservation. Il s'agit du seul service de transport collectif offert à la Baie-James. À ce titre, il est très utilisé et largement apprécié, selon les intervenant-e-s rencontré-e-s. Une ligne d'autocars vers Val-d'Or est disponible

6 jours par semaine et relie Chibougamau à Chapais. Ces services offrent néanmoins une flexibilité limitée, notamment pour les déplacements imprévus ou pour les déplacements en dehors des heures de service^a.

De plus, plusieurs emplois mieux rémunérés peuvent se trouver en dehors du circuit couvert par le taxi-bus. Des intervenantes locales soulignent que « ça prend une voiture pour avoir accès aux bons salaires ». La voiture peut aussi être nécessaire pour avoir accès à des services non disponibles dans la région. Une voiture est donc incluse pour les trois types de ménages et une voiture additionnelle est incluse pour les familles de quatre personnes.

Soins de santé

Le centre de santé René-Ricard a une équipe composée de cinq médecins de famille ainsi qu'un service d'urgence dont le débit est faible et qui joue aussi le rôle de clinique sans rendez-vous⁴³. Les habitant-e-s de Chapais peuvent obtenir certains soins spécialisés à l'hôpital de Chibougamau, mais d'autres soins nécessitent des déplacements hors de la région, notamment vers le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Services de garde

Le CPE de Chapais compte 45 places. Son taux d'occupation est de 87 %. Il s'agit du seul CPE de la région qui n'atteint pas le taux d'occupation maximal. Un projet de conversion de certaines places en pouponnière est en cours afin de répondre aux besoins du milieu.

CHIBOUGAMAU

Avec ses 7 266 habitant-e-s (en diminution par rapport aux 8 114 habitant-e-s qu'elle avait en 2001)⁴⁴, Chibougamau est de loin la ville la plus peuplée de la Baie-James. Elle joue donc un rôle important en tant que centre de services pour la population des environs. Elle héberge une grande variété de commerces et de services, dont des boutiques de soins personnels, des magasins de vêtements, plusieurs restaurants, des entreprises d'informatique et de télécommunications ainsi que des établissements bancaires⁴⁵. La fonction publique y occupe une place importante puisque l'on y trouve des bureaux gouvernementaux et le personnel administratif de différents services. Chibougamau héberge aussi un centre d'études collégiales, le seul établissement d'éducation supérieure de la région du Nord-du-Québec.

Chibougamau a commencé son existence en tant que

a À ce sujet, une étude souligne les limites des transports en commun axés sur les déplacements vers le travail, alors que les autres types de déplacement ont tendance à prendre de plus en plus d'importance, particulièrement pour les femmes. Maria Laura GUERRERO BALAREZO, Martin TRÉPANIÉ, Jonathan JALBERT et Geneviève BOISJOLY, « Going the distance : Gender differences in travel in Montréal, Canada », *Journal of Transport Geography*, vol. 118, juillet 2024.

ville minière. Dans les années 1960, elle était un des plus importants centres de production de cuivre de l'est du Canada⁴⁶. Au fil des années, plusieurs sites miniers ont été établis à proximité de la ville. Aujourd'hui, aucune mine n'est en exploitation dans les environs immédiats de Chibougamau, mais la municipalité reste en partie orientée vers l'activité minière. En effet, plusieurs résident·e·s de Chibougamau font du navettage vers des mines situées plus au nord, en Abitibi-Témiscamingue ou à Fermont. De plus, le centre de formation professionnelle offre des formations liées à l'exploration minière ainsi qu'à l'extraction et à la transformation du minerai⁴⁷.

La compagnie forestière Chantiers Chibougamau est le principal employeur privé de la ville. Plus de 600 personnes travaillent au complexe industriel de l'entreprise à Chibougamau⁴⁸. La compagnie fondée au début des années 1960 possède aussi l'usine de pâtes et papiers de Lebel-sur-Quévillon et trois scieries en Abitibi-Témiscamingue. Elle vient d'acquérir la scierie de Matagami.

Chibougamau est la ville jamésienne qui compte le plus grand nombre d'habitant·e·s autochtones. D'après le recensement de 2021, 560 personnes s'identifient comme Autochtones, soit 7,7 % de la population de la ville. Ce nombre est probablement plus élevé aujourd'hui compte tenu du rythme de croissance des communautés crie. On trouve à Chibougamau le Centre d'amitié Eenou ainsi qu'une école dont environ la moitié des élèves sont cri·e·s⁴⁹. Il existe à Chibougamau une offre de formation en anglais de la petite enfance au niveau collégial. La ville est aussi un lieu de services et de passage pour la population des communautés crie de Mistissini (3 877 habitant·e·s), Oujé-Bougoumou (834 habitant·e·s) et Waswanipi (1 824 habitant·e·s).

Commerces et alimentation

Chibougamau compte deux épiceries à grande surface, dont une enseigne catégorisée comme économique. Cela peut expliquer que le coût de l'alimentation y soit moins élevé que dans la plupart des municipalités de la région. De manière générale, les grandes chaînes disposent d'un réseau d'approvisionnement et de distribution qui leur permet d'avoir une politique de prix relativement uniforme à l'échelle de la province. Elles ont aussi des volumes d'achat et de vente qui leur donnent la possibilité d'offrir des prix plus bas. Enfin, elles offrent des produits grand format qui permettent des économies d'échelle.

Chibougamau a une grande variété de commerces et de services. On y trouve entre autres une entreprise de réinsertion sociale qui comprend une friperie, ce qui peut faciliter l'accès à des vêtements abordables. On y trouve également le Carrefour communautaire qui offre des services de cuisine collective et de distribution alimentaire.

Logement

Selon le recensement de 2021, 8,8 % des ménages de Chibougamau consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, un taux plus faible que celui de l'ensemble du Québec (16,1 %). En comparaison avec les autres municipalités de la Baie-James, le parc immobilier de Chibougamau est moins vieillissant, mais on peut tout de même noter que 69 % des logements ont été construits avant 1980.

Bien que le coût du logement soit le moins élevé des cinq municipalités étudiées, les intervenant·e·s rencontré·e·s notent qu'il est de plus en plus difficile de trouver un logement en bonne condition à un prix décent à Chibougamau. Il est aussi difficile de trouver des logements assez grands pour héberger des familles. Peu de logements sont disponibles. L'organisme sans but lucratif Les Pavillons du 49^e a récemment construit deux bâtiments de 20 logements dits abordables qui ont été loués très rapidement, bien que les loyers y soient plus élevés que la moyenne du parc locatif⁵⁰. L'entreprise Chantiers Chibougamau a fait construire un nouveau quartier pour y loger ses travailleuses et travailleurs internationaux, principalement philippin·e·s, et leurs familles. Cette initiative permet de répondre à un besoin de logement, mais accroît la dépendance des employé·e·s envers la compagnie. Le manque de logement contribue aux difficultés de recrutement dans les entreprises et les services publics.

Chibougamau compte 193 logements à loyer modique, dont plusieurs sont désuets et en cours de rénovation.

Transport

Bien que l'administration municipale fasse des efforts pour rendre la ville plus accueillante pour les cyclistes et les piéton·ne·s, l'étalement des quartiers résidentiels sans commerces et la concentration des services autour de quelques pôles font en sorte qu'il peut être difficile de faire ses courses sans voiture. L'épicerie économique, par exemple, se situe à l'extrémité ouest de la ville, dans un secteur conçu pour les déplacements automobiles. De plus, certains employeurs importants comme Chantier Chibougamau et Barrette-Chapais sont excentrés ou à l'extérieur de la ville, tandis que certains services sont accessibles seulement à l'extérieur de la région. Les résident·e·s qui veulent valider leur permis de conduire doivent d'ailleurs se rendre au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce qui représente un défi, notamment pour les nouveaux arrivants et les nouvelles arrivantes, puisqu'un seul trajet d'autocar est offert par semaine (départ le vendredi et retour le jeudi suivant). Une ligne d'autocars vers Val-d'Or est disponible 6 jours par semaine⁵¹.

À l'intérieur du périmètre de la ville, il n'existe ni taxi ni transport collectif, mais il existe un service de accompagnement⁵². Les organismes communautaires chibougamois offrent aussi parfois de l'accompagnement aux personnes qu'ils desservent.

Nous attribuons donc une voiture aux trois types de ménages et une voiture secondaire au couple avec enfants.

Soins de santé

Chibougamau est la ville offrant la plus vaste gamme de services de santé de la région. L'hôpital local a un service d'urgence et une équipe composée de 20 médecins de famille. On y trouve aussi un département d'obstétrique, des soins de courte durée (hospitalisation) et des soins de longue

durée (CHSLD). Des médecins spécialistes y sont disponibles, notamment en psychiatrie, en médecine interne et en chirurgie⁵³. Les acteurs locaux soulignent cependant que le Centre de santé de Chibougamau connaît des difficultés de recrutement importantes : il y a plus d'une vingtaine de postes à pourvoir en soins psychosociaux, notamment.

Chibougamau est la seule ville jamésienne ayant au moins un cabinet de dentiste et un-e optométriste.

Tableau 8

Composantes détaillées d'un revenu viable pour un ménage composé d'une personne seule, 2024

	Lebel-sur-Quévillon	Matagami	Radisson	Chapais	Chibougamau
Alimentation	5 929 \$	6 977 \$	13 383 \$	6 827 \$	6 313 \$
Nourriture	4 774 \$	5 618 \$	10 776 \$	5 497 \$	5 083 \$
Ajustement niveau de vie	1 155 \$	1 359 \$	2 606 \$	1 329 \$	1 229 \$
Vêtements	1 443 \$	1 443 \$	1 443 \$	1 443 \$	1 443 \$
Logement	13 841 \$	9 969 \$	8 136 \$	12 259 \$	11 096 \$
Loyer	10 474 \$	7 541 \$	6 424 \$	9 356 \$	8 450 \$
Pénalité au déménagement	3 044 \$	2 121 \$	1 450 \$	2 596 \$	2 345 \$
Assurance locataire	324 \$	306 \$	263 \$	306 \$	302 \$
Transport	12 727 \$	12 773 \$	13 835 \$	12 764 \$	12 756 \$
Véhicule	10 698 \$	10 696 \$	11 097 \$	10 696 \$	10 696 \$
Alternatives de déplacement	575 \$	575 \$	575 \$	575 \$	575 \$
Transport en commun	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Séjour hors région	1 454 \$	1 502 \$	2 163 \$	1 493 \$	1 485 \$
Autres nécessités	11 785 \$	12 499 \$	17 731 \$	12 236 \$	11 768 \$
Dépenses diverses et participation sociale	5 558 \$	6 349 \$	11 179 \$	6 235 \$	5 848 \$
Téléphone	468 \$	468 \$	468 \$	468 \$	468 \$
Internet et câblodiffuseur	1 920 \$	1 920 \$	1 920 \$	1 920 \$	1 920 \$
Épargne et éducation	2 078 \$	2 078 \$	2 078 \$	1 859 \$	1 859 \$
Fonds d'urgence	1 761 \$	1 684 \$	2 087 \$	1 754 \$	1 620 \$
Soins de santé non remboursés	1 820 \$	1 820 \$	1 820 \$	1 824 \$	1 824 \$
Soins dentaires	206 \$	206 \$	206 \$	230 \$	230 \$
Soins des yeux	203 \$	203 \$	203 \$	184 \$	184 \$
Autres soins de santé physique et mentale	1 410 \$	1 410 \$	1 410 \$	1 410 \$	1 410 \$
Coût total pour une année ou revenu viable	47 544 \$	45 480 \$	56 348 \$	47 353 \$	45 200 \$

Services de garde

Les trois CPE de Chibougamau sont complets et comptent plusieurs dizaines d'enfants sur leur liste d'attente. Selon plusieurs intervenant-e-s rencontré-e-s, le manque de places en service de garde pose des problèmes de recrutement de la main-d'œuvre et nuit à la participation des femmes au marché du travail.

Analyse des résultats

Comme mentionné plus haut, c'est à Radisson que le revenu viable est le plus élevé, non seulement à la Baie-James, mais dans l'ensemble des 67 municipalités pour lesquelles le revenu viable a été calculé depuis 2023. Ce revenu viable élevé s'explique en grande partie par le coût astronomique de l'alimentation. Le coût élevé de

l'essence et des déplacements hors région contribue aussi à faire monter le coût de la vie dans cette localité.

À l'autre extrémité du spectre, c'est à Chibougamau que le revenu viable est le plus bas à la Baie-James, et ce, pour tous les types de ménages. Cela peut être attribué à un parc locatif plus vaste et moins cher, ainsi qu'à une alimentation comparativement abordable.

Dans presque tous les scénarios, le revenu viable à la Baie-James est plus élevé que dans les sept grands centres⁵⁴. Les seules exceptions concernent Chibougamau, où le revenu viable des familles monoparentales est légèrement plus bas qu'à Saguenay et à Sept-Îles.

En continuité avec les deux précédentes études sur le revenu viable hors des grands centres (Côte-Nord, Montérégie et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en 2023 et Estrie en 2024)⁵⁵, on peut constater que ce sont les

Tableau 9

Composantes du revenu viable pour un ménage monoparental avec un-e enfant en CPE, 2024

	Lebel-sur-Quévillon	Matagami	Radisson	Chapais	Chibougamau
Alimentation	8 244 \$	9 508 \$	17 723 \$	9 343 \$	8 675 \$
Vêtements	2 041 \$	2 041 \$	2 041 \$	2 041 \$	2 041 \$
Logement	15 852 \$	12 991 \$	10 431 \$	13 738 \$	11 412 \$
Transport	12 882 \$	12 928 \$	14 042 \$	12 919 \$	12 910 \$
Autres nécessités	14 155 \$	15 083 \$	21 818 \$	14 750 \$	14 100 \$
Soins de santé non remboursés	2 810 \$	2 810 \$	2 810 \$	2 814 \$	2 814 \$
Frais de garde	3 114 \$	3 114 \$	3 114 \$	3 114 \$	3 114 \$
Coût total pour une année ou revenu viable	59 096 \$	58 474 \$	71 978 \$	58 719 \$	55 067 \$

Tableau 10

Composantes du revenu viable pour un ménage de deux adultes et de deux enfants en CPE, 2024

	Lebel-sur-Quévillon	Matagami	Radisson	Chapais	Chibougamau
Alimentation	14 921 \$	17 326 \$	32 642 \$	17 066 \$	15 809 \$
Vêtements	2 886 \$	2 886 \$	2 886 \$	2 886 \$	2 886 \$
Logement	15 852 \$	12 991 \$	10 431 \$	13 738 \$	13 984 \$
Transport	22 866 \$	22 912 \$	24 420 \$	22 903 \$	22 895 \$
Autres nécessités	21 850 \$	23 721 \$	36 346 \$	23 309 \$	22 280 \$
Soins de santé non remboursés	3 684 \$	3 684 \$	3 684 \$	3 693 \$	3 693 \$
Frais de garde	5 480 \$	5 480 \$	5 480 \$	5 480 \$	5 480 \$
Coût total pour une année ou revenu viable	87 539 \$	89 000 \$	115 889 \$	89 076 \$	87 027 \$

Tableau 11

Revenu médian et revenu viable des personnes seules

Localité	Revenu médian	Revenu viable	Ratio RM/RV
Lebel-sur-Quévillon	46 131 \$	47 544 \$	97 %
Matagami	51 308 \$	45 480 \$	113 %
Radisson	–	56 348 \$	–
Chapais	44 718 \$	47 353 \$	94 %
Chibougamau	45 660 \$	45 200 \$	101 %

Tableau 12

Revenu médian et revenu viable des familles monoparentales

Localité	Revenu médian	Revenu viable	Ratio RM/RV
Lebel-sur-Quévillon	77 080 \$	59 096 \$	130 %
Matagami	72 962 \$	58 474 \$	125 %
Radisson	–	71 978 \$	–
Chapais	68 725 \$	58 719 \$	117 %
Chibougamau	75 315 \$	55 067 \$	137 %

personnes vivant seules qui parviennent le plus difficilement à atteindre le revenu viable. Le revenu médian des personnes seules est inférieur au revenu viable à Lebel-sur-Quévillon et à Chapais. On ne dispose malheureusement pas de données sur le revenu des résident-e-s de Radisson, mais on sait que ceux-ci et celles-ci travaillent en forte proportion dans le commerce de détail, un secteur qui offre souvent des salaires peu susceptibles de permettre l'atteinte d'un revenu viable. De plus, on a pu voir que 62 % des ménages de Radisson sont composés de personnes seules, soit environ le double des autres municipalités.

Le ratio RM/RV, qui correspond au revenu médian divisé par le revenu viable, est utile pour voir dans quelle mesure le revenu médian est inférieur ou supérieur au revenu viable. On voit qu'il est légèrement inférieur ou, au mieux, légèrement supérieur dans tous les cas de figure.

La situation des familles monoparentales et des familles avec enfants apparaît plus favorable. Le revenu médian de ces ménages est plus élevé que le revenu viable dans tous les scénarios, mais l'écart est particulièrement grand à Chibougamau.

Un exercice de comparaison similaire peut être fait en ce qui concerne les revenus médians des hommes et ceux des femmes. On constate dans le tableau 14 que, dans tous les

Tableau 13

Revenu médian et revenu viable des couples avec deux enfants

Localité	Revenu médian des couples avec enfants	Revenu viable	Ratio RM/RV
Lebel-sur-Quévillon	144 746 \$	87 539 \$	165 %
Matagami	148 277 \$	89 000 \$	167 %
Radisson	–	115 889 \$	–
Chapais	122 387 \$	89 076 \$	137 %
Chibougamau	141 216 \$	87 027 \$	162 %

cas, le revenu médian des hommes est supérieur au revenu viable, tandis que celui des femmes est systématiquement inférieur au revenu viable. L'écart est particulièrement flagrant à Matagami, où les hommes font 139 % du revenu viable, tandis que les femmes font seulement 81 % du revenu viable. Dans toutes les municipalités étudiées, cet écart peut être interprété comme une conséquence de la forte proportion d'hommes dans les emplois payants liés aux ressources naturelles.

À Chibougamau, l'écart de revenu entre hommes et femmes est moins élevé étant donné que les femmes font de meilleurs revenus. Leur revenu médian est conséquemment très proche du revenu viable. Cette situation relativement plus favorable des femmes de Chibougamau peut s'expliquer en grande partie par la forte concentration des services publics (santé et éducation, notamment) dans cette ville. En effet, les services publics emploient une plus grande proportion de femmes que les entreprises forestières et minières⁵⁶. Ils offrent aussi des salaires relativement élevés, sans toutefois être aussi élevés que ceux des industries minière et forestière.

Le calcul du revenu viable à la Baie-James permet donc de mettre en évidence les inégalités hommes-femmes qui marquent la région. Aux différences de revenus s'ajoutent d'autres facteurs qui rendent plus difficile la situation des femmes. La pénurie de places en garderie nuit à l'accès des femmes au marché du travail. C'est d'autant plus évident chez les couples avec enfants qui sont formés d'un homme qui gagne un haut salaire et d'une femme qui gagne un salaire plus bas, ce qui incite les femmes à réduire leurs heures de travail, voire à cesser de travailler. À ce phénomène répandu dans l'ensemble du Québec s'ajoute la réalité jamésienne du navettage, qui est peu favorable à la conciliation travail-famille puisqu'il impose aux travailleurs de vivre à distance une partie du temps, souvent une semaine sur deux. Les responsabilités familiales reposent alors principalement sur les épaules de la conjointe⁵⁷.

Dans plusieurs municipalités de la Baie-James, des entreprises ont recruté plusieurs personnes à l'extérieur du pays pour pallier leurs difficultés de recrutement. Bien que l'on

Tableau 14

Revenu médian des hommes et des femmes par rapport au revenu viable des personnes seules

Localité	Revenu médian des hommes	Ratio RM/RV - Hommes	Revenu médian des femmes	Ratio RM/RV - Femmes
Lebel-sur-Quévillon	61 664 \$	130 %	37 187 \$	78 %
Matagami	63 076 \$	139 %	36 716 \$	81 %
Radisson				
Chapais	56 486 \$	119 %	35 304 \$	75 %
Chibougamau	57 428 \$	127 %	42 836 \$	95 %

ne dispose pas de données sur le revenu des personnes immigrantes, on peut constater que bon nombre d'entre elles travaillent dans les commerces de détail et ont donc probablement des salaires qui permettent plus difficilement d'atteindre le revenu viable. De plus, les personnes immigrantes peuvent vivre des difficultés supplémentaires, notamment le fait de devoir obtenir ou faire reconnaître leur permis de conduire alors qu'il n'existe pas d'école de conduite à la Baie-James. Des recherches supplémentaires permettraient de mieux comprendre la réalité des nouveaux arrivants et des nouvelles arrivantes.

Conclusion

Le calcul du revenu viable à la Baie-James confirme la tendance dégagée dans la première étude sur le revenu viable hors des grands centres : de manière générale, le coût de la vie augmente à mesure que l'on s'éloigne des grands centres. Hors des grands centres urbains, les loyers sont souvent moins élevés – bien que cet écart s'amenuise en contexte de crise du logement –, mais cet avantage comparatif est contrebalancé par d'autres coûts, dont au premier chef celui du transport. Le coût de la nourriture est aussi plus élevé dans plusieurs municipalités.

Alors que la majorité des municipalités de la Côte-Nord et de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont dévitalisées, ce n'est pas le cas des municipalités de la Baie-James, qui ont généralement une population plus jeune et des taux de pauvreté plus bas que la moyenne québécoise. Cependant, cette relative vitalité économique peut cacher des écarts importants. On constate que les villes et villages de la Baie-James ont un marché de l'emploi segmenté.

D'une part, l'accès aux emplois liés aux ressources naturelles et à certains services publics permet normalement de dépasser considérablement le revenu viable. Pour les travailleurs et travailleuses recruté·e·s à l'extérieur de la région, ces emplois ouvrent aussi la porte à des avantages non salariaux (primes d'éloignement, remboursement des frais de déplacement vers le sud, remboursement des frais de transport de la nourriture, etc.) qui allègent le coût de la vie. D'autre part, les emplois moins bien payés notamment dans les services privés (commerces de détail,

épicerie, dépanneurs, stations-service, restaurants, soins personnels, etc.) permettent difficilement d'atteindre le revenu viable. Le revenu viable est aussi difficile à atteindre pour les personnes qui ne sont pas en emploi (personnes bénéficiant de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi, personnes retraitées) ou qui reçoivent temporairement une fraction de leur salaire (parents en congé parental).

Les données montrent hors de tout doute que ces réalités touchent particulièrement les femmes. Dans toutes les municipalités de la Baie-James pour lesquelles des données sont disponibles, les écarts de revenu entre les hommes et les femmes sont nettement plus grands que pour l'ensemble du Québec. L'écart est un peu moins important à Chibougamau, ce qui montre le rôle positif que jouent les emplois en santé et en éducation dans la réduction des inégalités femmes-hommes. Comme dans les autres régions où le revenu viable a été calculé, on voit que les personnes seules de la Baie-James parviennent plus difficilement à atteindre le revenu viable. L'analyse du revenu viable à la Baie-James met donc en lumière la nécessité de mesures de soutien qui prennent en compte la situation de ces catégories de la population.

Nous remercions l'Administration régionale Baie-James pour sa collaboration. Nous remercions aussi toutes les personnes qui ont pris le temps de nous rencontrer pour nous parler des réalités de leur région.

Notes de fin de document

1. Loi sur le développement de la Baie James, L. Q. 2013 c. D-8.0.1 ; ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES, « Histoire », arbj.ca/historique/ (consulté le 5 décembre 2024).
2. ISQ, « Principaux indicateurs sur le Québec et ses régions », statistique.quebec.ca/fr/vitrine/region/10/mrc/991 (consulté le 12 décembre 2024). La population totale d'Eeyou Istchee, c'est-à-dire des communautés cries, est de 18 840 personnes.
3. Martin SIMARD et Carl BRISSON, « Les vulnérabilités des villes minières nordiques : le cas de Schefferville au Québec », *Organisations & territoires*, vol. 25, n° 1, 2016, p. 38.
4. CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA BAIE-JAMES, « DEP : Conduite (opération) de machines de traitement de minerai », cfpbj.ca/programmes/conduite-de-machines-de-traitement-du-minerai/ (consulté le 4 décembre 2024).
5. Celia IZOARD, *La ruée minière au XXI^e siècle : enquête sur les métaux à l'ère de la transition*, Montréal : Les éditions de la rue Dorion, 2024.
6. Jeannie TREMBLAY, *Impacts du navetage sur les travailleurs et les travailleuses, leur famille et les communautés de la Jamésie*, juin 2020.
7. Chakda YORN, Karl LUSSIER et Paul PRÉVOST, « Bâtir ensemble notre région » : diagnostic et stratégies gagnantes pour le développement durable de la Jamésie, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James, 2007, p. 50.
8. Eve-Lyne COUTURIER et Guillaume TREMBLAY-BOILY, *Le revenu viable en 2024 : sortir de la pauvreté en contexte de crise du logement*, IRIS, avril 2024, iris-recherche.qc.ca/publications/revenu-viable-2024/.
9. BENEVA, « Assurance habitation pour locataires », www.beneva.ca/fr/assurance-habitation/locataire (consulté le 28 novembre 2024). BENEVA, « Soumission rapide propriétaire », www3.beneva.ca/soumission-rapide/maison/one (consulté le 28 novembre 2024).
10. RÉGIE DE L'ÉNERGIE, « Essence ordinaire. PRIX MOYEN À LA POMPE. Prix moyen pour certaines municipalités du Québec », novembre 2024.
11. Guillaume TREMBLAY-BOILY, *Le revenu viable hors des grands centres*, IRIS, septembre 2023, iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-hors-des-grands-centres/.
12. ID LOGIC, « Forfaits Internet, téléphonie et télévision », idlogic.com/residentiel/ (consulté le 26 novembre 2024).
13. Lorraine GAUDREAU et autres, *Portrait d'une démarche de lutte à la pauvreté et à l'exclusion menée à Lebel-sur-Quévillon : faits saillants*, janvier 2020, semaphore.uqar.ca/id/eprint/1812/6/Trousse_Gaudreau%20et%20al_o6_RQVVS_cas_Isq_faits_saillants.pdf.
14. Julien ARSENAULT, « Usine Nordic Kraft : Québec renonce au remboursement d'un prêt d'environ 100 millions », *La Presse*, 29 juin 2023, www.lapresse.ca/affaires/2023-06-29/usine-nordic-kraft/ quebec-renonce-au-remboursement-d-un-pret-d-environ-100-millions.php.
15. Piel CÔTÉ, « Arrêt de production à la mine Langlois de Lebel-sur-Quévillon », *Radio-Canada*, 8 octobre 2019, ici.radio-canada.ca/nouvelle/1337237/arret-production-mine-langlois-lebel-sur-quevillon.
16. Martin GUINDON, « Nouvel arrêt des activités à la scierie Comtois de Lebel-sur-Quévillon », *Radio-Canada*, 24 octobre 2024, ici.radio-canada.ca/nouvelle/2114922/scierie-comtois-lebel-sur-quevillon-arret.
17. IGEO, « Plateforme sur l'habitation à la Baie-James », novembre 2024, www.igeo.ca/looker/arbj.html.
18. CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, « Centre de santé Lebel », www.crsssbaiejames.gouv.qc.ca/1390/Centre_de_sante_Lebel.html (consulté le 10 novembre 2024).
19. VILLE DE MATAGAMI, « Histoire de Matagami », matagami.com/wp-content/uploads/2018/01/Histoire-Matagami.pdf (consulté le 15 novembre 2024).
20. Jean-Michel GENOIS GAGNON, « Matagami fragilisée par le départ définitif d'une minière étrangère », *Le Journal de Québec*, 5 avril 2022, www.journaldequebec.com/2022/04/05/matagami-fragilisee-par-le-depart-definitif-dune-mini-ere-etrangere.
21. VILLE DE MATAGAMI et autres, « La ville de Matagami aujourd'hui », exposition d'affiches au centre-ville de Matagami photographiée par l'auteur.
22. ISQ, *Estimations de la population des municipalités selon le groupe d'âge et le genre*, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2023, 2024.
23. GENOIS GAGNON, *op. cit.*
24. Martin GUINDON, « L'ombre d'un arrêt temporaire plane sur les scieries de Matagami et Val-d'Or », *Radio-Canada*, 21 août 2024, ici.radio-canada.ca/nouvelle/2098530/interfor-usine-bois-arret-val-dor-matagami.
25. LA PRESSE CANADIENNE, « Interfor vend ses installations de Val-d'Or et de Matagami à Chantiers Chibougamau », *Le Devoir*, 16 octobre 2024, www.ledevoir.com/economie/821785/interfor-vend-installations-val-or-matagami-chantiers-chibougamau.
26. Piel CÔTÉ, « Espoir et résilience devant l'incertitude à Matagami », *Radio-Canada*, 11 novembre 2020, ici.radio-canada.ca/recit-numerique/1052/fermeture-mine-glencore-bracemac-mcleod.
27. STATISTIQUE CANADA, *Profil du recensement, Recensement de la population de 2021, Tableau de profil*.
28. IGEO, *op. cit.*
29. CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, « Centre de santé Isle-Dieu », www.crsssbaiejames.gouv.qc.ca/1389/Centre_de_sante_Isle-Dieu.html (consulté le 5 décembre 2024).
30. MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, « Politique de déplacement des usagers », 2023, annexe 3, p. 3.

31. Boualem HADJOUTI, « La municipalité de Témiscaming n'a plus de clinique dentaire », *Radio-Canada*, 2 avril 2023, ici.radio-canada.ca/nouvelle/1968004/dentiste-hygiene-penurie-clinique-ferme-abitibi-temiscamingue-acdq.
32. HYDRO-QUÉBEC, « Radisson, d'hier à aujourd'hui », *Rallye des visites*, application.
33. CREECO, « Corporate Structure », creeco.ca/www/?-page_id=698 (consulté le 2 décembre 2024).
34. TREMBLAY-BOILY, *op. cit.*
35. AIR CREEBEC, « Programme de réduction des tarifs aériens », www.aircreebec.ca/fr/programme-de-reduction-des-tarifs-aeriens/.
36. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Grilles des aides financières et rabais appliqués par itinéraire – Programme d'accès aérien aux régions ».
37. CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, « Centre de santé de Radisson », www.crssbaiejames.gouv.qc.ca/1391/Centre_de_sante_de_Radisson.html# (consulté le 4 décembre 2024).
38. BARRETTE-CHAPAIS, « Le plus grand complexe de sciage au Québec », barrettechapais.com/scierie-usine-de-sciage (consulté le 3 décembre 2024).
39. SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS, « Le premier Colloque en économie circulaire du Nord-du-Québec à Chapais », sadccc.ca/2023/11/le-premier-colloque-en-economie-circulaire-du-nord-du-quebec-a-chapais/ (consulté le 10 septembre 2024).
40. ISQ, *Estimations de la population des municipalités selon le groupe d'âge et le genre, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2023, 2024.*
41. René MARTEL, « Chapais Ligne verte fête ses 10 ans », *La Sentinelle*, 17 juin 2022, lasentinelle.ca/13417-2/.
42. VILLE DE CHAPAIS, « Présentation de Chapais ligne verte », villedechapais.com/chapais-ligne-verte (consulté le 9 septembre 2024).
43. CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, « Centre de santé René-Ricard », villedechapais.com/services-aux-citoyens/services-publics-et-organismes/service-de-sante/53-centre-de-sante--ricard (consulté le 14 novembre 2024).
44. ISQ, *Estimations de la population des municipalités selon le groupe d'âge et le genre, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2023, 2024.*
45. VILLE DE CHIBOUGAMAU, « Portrait de la ville », www.ville.chibougamau.qc.ca/publication/93DD65C5-46D6-41F8-8613-E99F8AB8583C (consulté le 2 septembre 2024).
46. *Ibid.*
47. CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA BAIE-JAMES, « Où vais-je étudier », cfpbj.ca/6mois/#page08.
48. CHANTIERS CHIBOUGAMAU, « Profil et historique », www.chibou.com/fr/entreprise/profil (consulté le 3 décembre 2024).
49. COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC, « École MacLean Memorial », www.cqsb.qc.ca/fr/ecole-maclean-memorial#:~:text=L%C3%Agcole%20MacLean%20M%C3%Agmorial%20est,%20via%20lautoroute%20167 (consulté le 5 décembre 2024).
50. LES PAVILLONS DU 49^E, « Immeubles multirésidentiels pour les familles du Nord-du-Québec », lpd49.com/#-leprojet (consulté le 2 décembre 2024). Marie-Hélène DUFAYS MARINESCU, « Immobilier collectif : en finir avec la pénurie de logements à Chibougamau », *Le Devoir*, 2 novembre 2024, www.ledevoir.com/economie/822789/immobilier-collectif-finir-penurie-logements-chibougamau.
51. « Horaires – Agences – Terminus », Maheux, 18 octobre 2018, autobusmaheux.com/wp-content/uploads/2023/10/20231018_Horaires_autocars_Maheux.pdf.
52. SERVICE DE RACCOMPAGNEMENT CHIBOUGAMAU, www.facebook.com/RaccompagnementChibougamau/?locale=fr_FR (consulté le 5 décembre 2024).
53. CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, « Centre de santé de Chibougamau », www.crssbaiejames.gouv.qc.ca/1387/Centre_de_sante_de_Chibougamau.html (consulté le 14 novembre 2024).
54. COUTURIER et TREMBLAY-BOILY, *op. cit.*
55. TREMBLAY-BOILY, *op. cit.* Eve-Lyne COUTURIER, *Revenu viable en Estrie. Le poids financier du manque de places en service de garde*, IRIS, novembre 2024.
56. Eve-Lyne COUTURIER et François DESROCHERS, *Inégalités de rémunération entre les hommes et les femmes au Québec : l'impact de la ségrégation professionnelle du secteur public*, IRIS, février 2019.
57. TREMBLAY, *op. cit.*, p. 22-25.

**Dans presque toutes les situations analysées,
le revenu viable à la Baie-James est plus
élevé que dans les grands centres urbains.**



**Institut de recherche
et d'informations
socioéconomiques**

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES
1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7
514.789.2409 • iris-recherche.qc.ca

Imprimé ISBN 978-2-925112-94-5
PDF ISBN 978-2-925112-95-2